





now a répondu dans un discours où il s'est plu à retracer, en termes aussi élogieux que vrais, les services rendus à la science en général et à la Société de géographie en particulier, si heureusement placée sous le patronage de S. M. l'Empereur, et sous l'égide éclairée de S. A. I. M<sup>re</sup> le grand-duc Constantin, par le comte F. de Lutke et par l'adjoint du président, M. A. Leveche.

L'enthousiasme avec lequel ce discours a été accueilli était un témoignage irrécusable de ce que la Société de géographie tout entière se déclarait solidaire des sentiments exprimés par son nouveau vice-président.

Qu'il nous soit permis de faire observer, en terminant, que pour quiconque sait apprécier le mérite hors ligne de M. Sémonov, et les services éminents qu'il a rendus à la géographie et aux sciences qui en relèvent, la Société, par son choix actuel, a donné une fois de plus la preuve qu'elle a pleine et entière conscience de sa vocation et de ses intérêts scientifiques.

L'élection d'un nouvel adjoint du président a dû être remise, pour cause imprévue, à la séance générale prochaine.

Enfin dans cette même séance ont été élus membres du conseil M. M. Rekhnevsky, Artémiev et Veschniakow. Le baron Stieglitz a été réélu trésorier à l'unanimité.

## NOUVELLES DE L'EXTÉRIEUR.

L'Assemblée Nationale de France a voté le 27 janvier en troisième délibération la proposition de M. Roger-Marvaux, tendant à la création de succursales de la Banque de France dans les départements où il n'en existe pas. Après quelques observations présentées par MM. de Pleue, André, Wolowski, Ducuing et le ministre des finances, la proposition, amendée par la commission, qui a fixé le délai du 1<sup>er</sup> janvier 1877, délaï plus éloigné que celui que demandait M. Roger-Marvaux pour la création de la dernière succursale, a été adoptée à une grande majorité.

On a passé alors à la troisième délibération du projet de loi portant modification de divers articles du code d'instruction criminelle en ce qui concerne l'organisation des tribunaux de police. Ce projet a été adopté, après le rejet d'un article additionnel présenté et défendu par M. Parent, relativement aux frais de justice, et que M. Dufaure a cru devoir combattre.

L'ordre du jour apparaît ensuite le projet de loi de M. Paul Morin et plusieurs de ses collègues, relatif à la formation de syndicats agricoles. M. Lenoël a combattu longuement et avec beaucoup d'ardeur ce projet de loi, dont le rapporteur, M. Marcel Barthe, devait prendre le lendemain la défense.

A la même date, la commission des Trente a rejeté, comme nous l'avons déjà appris le télégraphe, tous les amendements du centre gauche; aussi ne revenons-nous sur ce fait que pour constater qu'au moment où ces décisions étaient prises, la gauche républicaine s'occupait d'une proposition de M. Jules Favre, qu'elle a adoptée à l'unanimité, et qui portait que dans le cas où les délibérations de la commission des Trente n'aboutiraient pas prochainement à un résultat satisfaisant ce parti présenterait un projet de prorogation des pouvoirs du président de la République, de nomination d'un vice-président et de renouvellement partiel de l'Assemblée Nationale.

Les deux fractions du centre gauche qui se sont séparées il y a quelque temps accentuent de plus en plus leur scission. Ainsi, la réunion Christliche ayant résolu de voter en faveur de la proposition Savary sur les élections, celle qui est présidée par M. Casimir Périer a pris sur le même sujet une résolution diamétralement opposée.

La réunion du Parlement anglais en session ordinaire aura lieu le 6 février. Jusque à présent, l'opinion qui prédomine généralement à Londres est qu'à part les incidents imprévus, cette session doit être très calme. Toutefois l'on s'attend à des débats animés sur la question de l'éducation, dans laquelle deux ligues très-importantes sont en présence et veulent imposer leurs vues au gouvernement.

La cour du banc de la reine, présidée par le lord-chief justice, sir A. Cockburn, vient de confirmer la condamnation prononcée en première instance contre un des

promoteurs du meeting qui a eu lieu à Hyde-Park au mois d'octobre dernier pour réclamer la liberté des prisonniers féminins. La même cour a condamné à une amende de 100 livres chacun les deux membres du Parlement qui s'étaient faits les champions du prétendant Tichborne et s'étaient rendus coupables du délit de contempt of court (mépris de la cour), en parlant assez cavalierement des arrêts rendus par les tribunaux dans le fameux procès Tichborne.

La Chambre des Députés wurtembergeoise n'a pas eu longtemps à attendre la motion d'initiative mentionnée dans notre numéro d'hier et relative à l'extension de la compétence de l'empire sur tout le domaine du droit. Dans la séance de mardi de cette assemblée, quatorze députés, parmi lesquels MM. Holder, Sarwey, Varnbüler et Rümelin, ont déposé une motion invitant la Chambre à exprimer ses remerciements au gouvernement à la suite des récentes déclarations de M. Mittnacht, ministre de la justice, et de formuler en outre le vœu : « que le gouvernement wurtembergeois agisse au sein du conseil fédéral en faveur de l'extension de la compétence constitutionnelle de la législation de l'empire sur le domaine du droit privé, par la suppression des restrictions existantes et par l'élaboration d'un code civil allemand unitaire, mais accordant, pour certaines sphères juridiques, la liberté d'action désirable au profit du développement particulier du droit; — que le gouvernement se prononce pour l'établissement d'une cour de cassation de l'empire, à titre d'instance suprême destinée à garantir l'administration unitaire de la justice; — enfin, que le gouvernement, lors de l'élaboration d'un nouveau code de procédure pénale de l'empire d'Allemagne, travaille en faveur du maintien du jury. »

On a la conviction, dans les cercles parlementaires de Stuttgart, que les députés catholiques et particularistes voteront seuls contre cette motion, que l'on s'attend à voir passer à une majorité de 66 voix sur 90 votants.

Le dernier point de la motion a trait à une polémique engagée depuis longtemps dans la presse allemande sur l'opportunité qu'il y aurait de remplacer les jurys par des tribunaux d'échevins. On voit que le parti libéral wurtembergeois n'est point partisan de cette innovation.

Dans un autre Etat de l'Allemagne, en Saxe, c'est toujours la question du conflit entre les deux Chambres sur la réforme scolaire qui occupe l'opinion publique. Cette question semble vouloir entrer dans sa phase décisive, c'est-à-dire que le gouvernement se rallie définitivement à la manière de voir de la Chambre des Seigneurs, — écoles primaires à caractère confessionnel et inspection scolaire par les ecclésiastiques, — et qu'il a l'intention de promulguer la loi malgré son rejet par la Chambre basse. Cette promulgation, vivement combattue par la presse libérale, ne serait, le cas échéant, nullement inconstitutionnelle, comme on pourrait le croire au premier abord. Il existe en effet dans la Constitution saxonne un article stipulant que toute loi qui n'a pas été rejetée par les deux tiers au moins des membres de l'une ou de l'autre des deux Chambres, peut être promulguée. Or, à la Chambre des Députés, le projet de loi sur la réforme scolaire, tel qu'il avait été modifié par la Chambre des Seigneurs, a bien été repoussé, mais pas à la majorité des deux tiers. D'après des nouvelles de Dresde en date du 27 janvier, la promulgation aurait été résolue en séance du conseil des ministres, mais elle n'a pas encore eu lieu officiellement.

L'impératrice douairière du Brésil, dont nous avons annoncé hier la mort, portait le nom d'Amélie, duchesse de Bragança, et était la veuve de don Pedro I<sup>er</sup>, empereur du Brésil, mort en 1834. Cette princesse, fille du prince Eugène, duc de Leuchtenberg, était née en 1812 et n'a jamais eu d'enfants. L'empereur actuel du Brésil, don Pedro II, ainsi que ses deux sœurs, sont issus du premier mariage de don Pedro I<sup>er</sup> avec la princesse Léopoldine,

qui venait d'entrer, et tout cela pour aller voir là-haut si ce polisson de Boris dormait ou non. Il s'assit commodément près de la jeune Anglaise, dont le visage, tantôt resplendissant de contentement, tantôt contracté par l'envie de rire, prouvait sans le moindre doute que le généreux vin de Hongrie du vieux Opitsky avait la propriété de rendre deux fois plus grande l'amabilité de son interlocuteur.

Profitant de l'occasion, le baron Felsen s'assit sur le canapé, auprès de Lioubow Pétrowna. Que lui disait-il, et que répondait-elle? Gaie d'abord, l'expression de leurs visages changea peu à peu; elle cessa de sourire, sa tête s'inclina, ses yeux évitaient de rencontrer ceux du baron; ses discours à lui, au contraire, devenaient plus vifs, plus pressants, à en juger par l'agitation de ses mouvements malgré tous ses efforts pour se contenir, malgré le danger d'être entendu : — ce qu'il semblait craindre surtout, était le proche voisinage d'Anna Vassiliévna, vers laquelle il tournait constamment les yeux. Mais celle-ci, soit intention, soit hasard, leur tournait le dos, et comme les autres, écoutait les chansons de Daria Pavlovna; — il n'avait rien à redouter, et il s'abandonna tout entier au sentiment qui l'inspirait; ses lèvres brillaient d'émotion, — il les essuyait à chaque instant avec son mouchoir, il se penchait de plus en plus vers la jeune femme et il me sembla qu'il cherchait à lui prendre la main. Elle le regarda avec une certaine dédain, elle le remarqua, — et le regarda tout effrayée; elle parla à son tour, mais sans le convaincre; il l'écoutait avec impatience, avec un méchant sourire, et l'interrompait à chaque instant.

Mais voici qu'elle baissa de nouveau la tête et que sa main blanche et effilée, couverte de bagues étincelantes, agitée d'un tremblement convulsif, joua avec les bords de sa ceinture rouge. — Il lui fut pitié, pensai-je, mais elle ne peut aimer personne!... Le visage de Felsen s'assombrit et prit une expression plus méchante encore; après certain mot d'elle, il se tut et se mordit les lèvres, comme pour étouffer

l'élan de la colère qui bouillonnait en lui. Et, comme s'il se décidait tout à coup à employer sa dernière ressource, il lui dit brusquement une courte phrase. Elle en fut visiblement troublée et blessée; elle lui jeta un regard de reproche plein de hauteur, son visage s'enflamma subitement et sans lui répondre un mot, elle secoua la tête et s'éloigna. — Mon Dieu! quelle souffrance expriment les traits de Lioubow Pétrowna, pendant qu'elle le suivait des yeux! — Je te pardonne, mais reviens, semblait-elle prête à s'écrier. Mais il ne revint pas; elle se renversa sur le dos du canapé, — combien elle me rappelait Vassia à ce moment! — et rit d'un rire amer, bien amer, puis elle se leva et tranquillement, avec un front calme et glacieux, elle traversa la salle et alla s'asseoir près du piano. Séparé d'elle par l'instrument, Felsen ne put détourner pas les yeux de Daria Pavlovna. Mais celle-ci ne pensait guère à ses regards, elle avait bien autre chose en tête; cette femme minaudait, mauvais genre, comme je m'étais permis de la qualifier, avait oublié le reste du monde, et chantait, avec une alouette au haut du ciel, sans rien voir autour d'elle, les yeux à demi fermés, avec l'expression d'un bonheur indicible sur le visage.

Lioubow Pétrowna la regarda longtemps attentivement, et, dès qu'elle eut fini de chanter, lui passa le bras autour du cou et l'embrassa vivement. Daria Pavlovna rougit comme un coquelicot, et, fit une profonde révérence à la belle dame. Celle-ci jeta un regard autour d'elle, bailla imperceptiblement, sourit, adressa à la société un salut collectif, Felsen y compris, serra en passant la main d'Anna Vassiliévna, et sortit.

Au bout de cinq minutes, la salle était déserte; Boukenfress, seul, arrangeait la musique sur le piano. Je me dirigeais vers mon lit, lorsque j'entendis un bruit de voix. La curiosité me fit retourner à la fenêtre.

— Que cherchez-vous, monsieur? dit en allemand le musicien au baron Felsen, qui cherchait quelque chose sur les tables et les fauteuils.

— Ma cravache... ah! la voilà! répondit l'officier en lui montrant l'objet cherché.

Il s'approcha du musicien et lui dit quelques mots que je n'entendis pas. Son visage était pâle, et un sourire bilieux contractait ses lèvres.

archiduchesse d'Autriche, décédée en 1826.

Le nouveau roi des îles Sandwich, dont une dépêche annonçait hier l'élection, s'appelle William Lualino et non pas « Lunalis », comme le portait notre télégramme d'hier. Il était l'héritier direct du roi Kaméhaméha V.

## DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Versailles, jeudi 30 janvier, au soir.

Assemblée nationale. — Au cours de la discussion sur les marchés lyonnais, M. Challemeil-Lacour, ancien préfet de Lyon, combat le rapport sur ces marchés comme étant un résultat des passions politiques. La discussion continue.

Autre dépêche.

Copenhague, jeudi 30 janvier, au soir.

La Banque Nationale abaissera demain de 4 1/2 et 5 0/0 à 4 et 4 1/2 0/0 le taux de l'escompte sur les lettres de change en valeur danoise.

Bourse de Berlin du 31 janvier.

Cours du change.

A 3 semaines sur St-Petersbourg, 90 7/8 th. pour 100 r.

A 3 mois sur St-Petersbourg, 89 3/4 th. pour 100 r.

Prix des billets de crédit russes, 52 1/2 th. pour 100 r.

Prix de la demi-imprévue 5 th. 16 s. 1/2.

Emprunt russe de 1872, 92 1/2.

Emprunt russe de 1873, 92 1/2.

Emprunt russe de 1874, 92 1/2.

Emprunt russe de 1875, 92 1/2.

Emprunt russe de 1876, 92 1/2.

Emprunt russe de 1877, 92 1/2.

Emprunt russe de 1878, 92 1/2.

Emprunt russe de 1879, 92 1/2.

Emprunt russe de 1880, 92 1/2.

Emprunt russe de 1881, 92 1/2.

Emprunt russe de 1882, 92 1/2.

Emprunt russe de 1883, 92 1/2.

Emprunt russe de 1884, 92 1/2.

Emprunt russe de 1885, 92 1/2.

Emprunt russe de 1886, 92 1/2.

Emprunt russe de 1887, 92 1/2.

Emprunt russe de 1888, 92 1/2.

Emprunt russe de 1889, 92 1/2.

Emprunt russe de 1890, 92 1/2.

Emprunt russe de 1891, 92 1/2.

Emprunt russe de 1892, 92 1/2.

Emprunt russe de 1893, 92 1/2.

Emprunt russe de 1894, 92 1/2.

Emprunt russe de 1895, 92 1/2.

Emprunt russe de 1896, 92 1/2.

Emprunt russe de 1897, 92 1/2.

Emprunt russe de 1898, 92 1/2.

Emprunt russe de 1899, 92 1/2.

Emprunt russe de 1900, 92 1/2.

Emprunt russe de 1901, 92 1/2.

Emprunt russe de 1902, 92 1/2.

Emprunt russe de 1903, 92 1/2.

Emprunt russe de 1904, 92 1/2.

Emprunt russe de 1905, 92 1/2.

Emprunt russe de 1906, 92 1/2.

Emprunt russe de 1907, 92 1/2.

Emprunt russe de 1908, 92 1/2.

Emprunt russe de 1909, 92 1/2.

Emprunt russe de 1910, 92 1/2.

Emprunt russe de 1911, 92 1/2.

Emprunt russe de 1912, 92 1/2.

Emprunt russe de 1913, 92 1/2.

Emprunt russe de 1914, 92 1/2.

Emprunt russe de 1915, 92 1/2.

Emprunt russe de 1916, 92 1/2.

Emprunt russe de 1917, 92 1/2.

Emprunt russe de 1918, 92 1/2.

Emprunt russe de 1919, 92 1/2.

Emprunt russe de 1920, 92 1/2.

Emprunt russe de 1921, 92 1/2.

Emprunt russe de 1922, 92 1/2.

Emprunt russe de 1923, 92 1/2.

Emprunt russe de 1924, 92 1/2.

Emprunt russe de 1925, 92 1/2.

Emprunt russe de 1926, 92 1/2.

Emprunt russe de 1927, 92 1/2.

Emprunt russe de 1928, 92 1/2.

Emprunt russe de 1929, 92 1/2.

Emprunt russe de 1930, 92 1/2.

Emprunt russe de 1931, 92 1/2.

Emprunt russe de 1932, 92 1/2.

Emprunt russe de 1933, 92 1/2.

Emprunt russe de 1934, 92 1/2.

Emprunt russe de 1935, 92 1/2.

Emprunt russe de 1936, 92 1/2.

Emprunt russe de 1937, 92 1/2.

Emprunt russe de 1938, 92 1/2.

Emprunt russe de 1939, 92 1/2.

Emprunt russe de 1940, 92 1/2.

Emprunt russe de 1941, 92 1/2.

Emprunt russe de 1942, 92 1/2.

Emprunt russe de 1943, 92 1/2.

La collection doit comprendre ainsi quatre télégrammes datés de Sedan ou des environs et portant en substance : le 1<sup>er</sup> : grande bataille tout autour de Sedan; le 2<sup>e</sup> : l'empereur Napoléon m'a offert son épée, que j'ai acceptée; le 3<sup>e</sup> : le général de Moitte négocie la capitulation; le 4<sup>e</sup> : la capitulation est signée. L'empereur Napoléon s'est rendu à moi seulement en sa personne.

Le Reichsanzeiger annonce que la cour d'Allemagne portera le deuil pendant trois semaines, à partir du 28 janvier, à la suite du décès de la duchesse Amélie de Bragança, veuve de l'empereur Don Pedro I<sup>er</sup> du Brésil.

Au dire de l'Augsburger Zeitung, M. de Brandt, ministre d'Allemagne près la cour de Yédo, est chargé, aussitôt après son retour à Yokohama, d'entamer des négociations avec le gouvernement japonais pour la révision du traité de commerce et de navigation conclu en 1861 entre la Prusse et le Japon.

La Neue Stettiner Zeitung croit savoir que dès l'ouverture de la session du Parlement de l'empire, le chef de l'armée prussienne présentera des propositions sur « la modification et le complément du projet de fondation de la flotte allemande. » La modification consisterait en ce qu'on aurait l'intention de renoncer à construire d'autres grands navires de guerre du type du Kaiser Wilhelm. Quant au complément, on se proposerait de construire des canots-torpilles, des batteries flottantes et des petits monitors, — de sorte que, dit la feuille de Stettin, les remaniements du projet de fondation de 1867 tendraient à assurer en première ligne la protection des côtes.

Le produit total des souscriptions en faveur des habitants du littoral de la Baltique qui ont souffert de l'ouragan et des inondations du 13 novembre dernier, s'élève jusqu'à présent à 1,100,000 thalers.

PRUSSE. — Nous avons déjà dit que le conseil supérieur de l'Eglise évangélique a adressé un mémoire à la Chambre des Députés sur, ou plutôt contre, les projets de loi politico-religieux. Ce mémoire a été communiqué à la Chambre dans sa séance du 27 janvier. Le conseil débute par une plainte de ce qu'il n'a pas en connaissance de ces projets de loi avant leur dépôt sur le bureau de la Chambre; puis il conteste l'opportunité de faire application de ces lois à l'Eglise évangélique; il déclare ensuite qu'elles préjudicieraient d'une manière très sensible la vie intérieure de cette Eglise, et conclut en exprimant l'espoir que les projets seront d'abord amendés selon les vœux du conseil, tels qu'ils sont formulés dans le mémoire.

Autriche-Hongrie.

La Politik publie une espèce de manifeste aux habitants de Prague les invitant, — vu la défense émanant des autorités de faire circuler dans les établissements publics la pétition à l'empereur contre la réforme électorale, — à signer tous, chacun chez soi, une déclaration portant « qu'ils adhèrent à la pétition des patriotes bohèmes à S. M. le roi en date du 17 janvier, » et à transmettre les listes des signataires à la rédaction d'un des journaux oppositionnels de Prague.

On écrit de Pesth, 25 janvier, à la Correspondance générale :

« Ainsi que vous l'aurez déjà appris, le gouvernement hongrois a été interpellé à la Chambre des Députés au sujet de son attitude vis-à-vis de la proclamation faite par l'évêque de Rosenau, M<sup>re</sup> Schopper, du dogme de l'infailibilité et, par conséquent, de la violation du jus placeti. A ce qu'il paraît le gouvernement répondra à cette interpellation par l'organe du ministre des cultes, M. Tréfont, en ce sens : que toutes les mesures ont été prises afin de réprimer énergiquement l'avenir toute tentative de ce genre. »

Selon toute probabilité, on ne se contentera donc pas, cette fois, comme cela avait eu lieu du temps de M. Pauler, lors du conflit avec l'évêque de Stuhlweissenburg, de citer M<sup>re</sup> Schopper ad audiendum verbum regis, mais on aura recours évidemment à des mesures plus graves. On croit même que le gouvernement n'hésiterait pas à prononcer la suspension des évêques récalcitrants, afin de maintenir l'autorité de l'Eglise. Jusqu'à présent le dogme de l'infailibilité, que professent du reste aussi le prince primat de Hongrie et l'archevêque de Kalocsa, M<sup>re</sup> Haynald, a été enseigné sans le moindre scrupule dans les séminaires et dans les écoles publiques. Désormais on y mettra ordre. »

France.

Le ministre de la guerre vient d'envoyer à tous les chefs de corps la circulaire suivante, relativement à la dissolution des cadres d'officiers de la garde mobile :

« Général, en exécution de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée, la

garde mobile se trouve supprimée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1873.

« Les hommes de cette garde ayant été renvoyés dans leurs foyers par décisions des 5 et 12 mars 1871, il n'y a pas de mesures à prendre à leur égard. »

« Quant aux officiers, jusqu'au grade de chef de bataillon inclusivement, qui ont été maintenus temporairement par un arrêté du pouvoir exécutif, en date du 2 juin de la même année, ils doivent être considérés comme ayant cessé leurs fonctions à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1873. »

« Ils n'ont plus droit, à dater de cette époque, à aucune espèce d'indemnité, ni de prérogatives afférentes à leur grade. Sont exceptés de cette mesure les capitaines-majors qui ont été conservés pour trois mois par circulaire du 30 décembre 1872, et qui continueront, pendant cette période, à toucher les allocations fixées par la circulaire du 5 juin 1871 précitée. »

« Il en sera de même des sous-officiers gardes-magasins. »

« Ceux des officiers de la garde mobile qui auront fait preuve d'aptitude au commandement pendant la dernière guerre pourront, après examen, s'il y a lieu, trouver place dans les cadres de l'armée territoriale lorsqu'elle sera organisée. »

« Les chefs de bataillon, chefs d'escadron et capitaines feront la remise aux capitaines-majors des registres, contrôles, etc., mis à jour de mutations, et généralement de tous les documents concernant la garde mobile qu'ils peuvent avoir en leur possession. »

« Les capitaines-majors compléteront les indications contenues dans les registres matriciels au moyen de renseignements qu'ils ont recueillis en exécution de la circulaire du 30 décembre dernier, sur la situation des gardes mobiles des classes 1867, 1868, 1869 et 1870. »

« Par leurs soins, la mention « licencié le 31 décembre 1872 », sera portée sur les contrôles des jeunes officiers et sur les registres matriciels de la troupe, en regard du nom de chacun des officiers, et des sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats. Cette mention, pour les hommes de troupe et pour ceux des officiers qui appartiennent par leur classe à la réserve de l'armée active, sera suivie de celle-ci : « inscrit sur les contrôles de la réserve le 1<sup>er</sup> janvier 1873. »

« Les registres, ainsi complétés, seront signés et contre-signés, ne varietur, par le sous-intendant militaire. »

« En conformité des dispositions de la circulaire du 30 octobre, les capitaines-majors verseront immédiatement ceux des documents ci-dessus qui concernent la troupe, entre les mains des commandants des dépôts de recrutement qui les prendront en charge après s'être assurés qu'ils ont été mis au courant d'après les prescriptions de la circulaire précitée. Dans trois mois, lorsqu'ils cesseront leurs fonctions, les capitaines-majors enverront au ministère de la guerre les pièces et les registres relatifs aux officiers. »

« Recevez, général, etc., etc. »

« Le ministre de la guerre, »

« Général, etc., etc. »

« Le ministre de la guerre, »

« Général, etc., etc. »

« Le ministre de la guerre, »

« Général, etc., etc. »

« Le ministre de la guerre, »



de ceux qui ont sacrifié leur vie pour l'unité du pays.

Nous nous associons donc à la souscription ouverte par votre journal et vous transmettons la liste de nos offrandes.

(Sont offertes, 806 fr.)

L'Italie fait remarquer la tournure toute nouvelle que la souscription pour le monument aux morts de Mantova vient de prendre. Cette souscription n'avait d'abord qu'un caractère manifestement sectaire; après cette adhésion, elle a été portée contre la souscription pour le monument à Napoléon III. Le parti avancé ne veut se souvenir que des expéditions de 1849 et de 1867. Le parti modéré ne veut que se rappeler Solferino. Les uns comme les autres partent d'une donnée historique. Cette diversité d'appréciation tient à la politique contradictoire de Napoléon III, qui, tout en favorisant l'affranchissement de l'Italie, ne voulait pas rompre avec le parti clérical. Est-il entièrement responsable de ses contradictions? L'Italie croit qu'il faut faire la part dans cette appréciation historique de la lutte des partis. Il est évident qu'il y a la France libérale qui est sympathique à l'Italie, et la France cléricalle qui est l'ennemie. Et, en ce moment même, M. Thiers sent les effets de cette lutte et cherche des compromis, forcé qu'il est de pencher tantôt vers le Quirinal, tantôt vers le Vatican.

Un Italien connu pour adversaire décidé de la peine de mort, M. Mancini, a soumis au congrès des juristes italiens un rapport où se trouve mentionnée l'opinion de la haute magistrature italienne sur la question de l'abolition de la peine capitale.

Il résulte de ce rapport que les cours de Naples, de Rome et de Florence se sont prononcées en faveur de cette abolition. La cour de Turin a déclaré qu'elle n'osait pas conseiller l'abolition et a demandé que, sans renoncer en principe à la peine capitale, on ne l'appliquât plus. Le conseil d'Etat, à une grande majorité, a voté le maintien de la peine, et le tribunal d'appel de Venise en a fait autant.

NECROLOGIE. — Un patriote italien, que ses nombreux écrits politiques et littéraires, sa collaboration à plusieurs journaux français, et son dévouement à sa patrie pour laquelle il a écrit, combattu et souffert, ont fait connaître en France, Francesco dall'Ongaro, vient de mourir à Naples. Né à Oderzo en 1808, dall'Ongaro entra d'abord dans les ordres, mais les événements que sa prédication trop indépendante lui attirait, lui firent abandonner l'Eglise. Devenu professeur d'abord, journaliste et auteur dramatique ensuite, il s'engagea en 1848 à Rome dans la légion universitaire, organisa ensuite la légion de Garibaldi et devint membre de l'Assemblée Constituante. Après le siège de Rome, il résida successivement en Italie, en Belgique et en France, toujours travaillant toujours défendant la cause de son pays. La guerre de 1859 lui avait permis de rentrer en Italie, et on avait créé pour lui à Florence une chaire de littérature ancienne et moderne.

On cite surtout de lui les *Novelle nuove e vecchie*, les *Stornelli italiani*, le drame en vers de *Bianca Capello*, une étude sur Dante, la *Storia del Diavolo*, et des *Poesie e scene vernacole*. Le nom de dall'Ongaro restera dans la mémoire des Italiens avec ceux des hommes avec lesquels il a vécu : Balbo, Cattaneo, Tommaseo et Mauni.

#### Amérique.

BRÉSIL. — Voici le texte du traité conclu entre le Brésil et la république Argentine le 15 novembre 1872:

Art. 1<sup>er</sup>. Il est convenu et déclaré que le traité d'alliance du 1<sup>er</sup> mai 1865 continue d'être en pleine et formelle vigueur, et qu'en conséquence le Brésil est disposé à remplir toutes les obligations réciproques que cette convention impose aux alliés et à donner ou à accepter toutes les garanties qu'elle détermine.

Art. 2. Il est également convenu et déclaré que les traités de l'Assomption conclus par le Brésil le 9 janvier 1872 continuent d'être en pleine et formelle vigueur. Dès que les autres alliés auront rendu leurs arrangements définitifs avec le Paraguay, il sera déclaré, dans un protocole ou au moyen de notes respectives (si ce dernier mode était jugé nécessaire), que tous ces arrangements restent sous la garantie

réci-proque stipulée à l'article 17 du traité du 1<sup>er</sup> mai 1865.

Art. 3. La république Argentine négociera par sa part avec le Paraguay des traités définitifs de paix, de commerce, de navigation et de limites, avec soumission au traité d'alliance.

L'Etat oriental sera invité à négocier aussi avec le Paraguay dans la même forme (et suivant qu'il en décidera conjointement avec la république Argentine ou séparément), des conventions de paix, de commerce et de navigation.

Art. 4. Le gouvernement impérial prêtera efficacement le concours de sa force morale, quand les alliés considéreront le moment venu, afin que la république Argentine et l'Etat oriental arrivent à un accord amical avec le Paraguay touchant les traités définitifs mentionnés au traité d'alliance.

Art. 5. Si la république du Paraguay ne se prêtait point à cet arrangement amical, le Brésil et les autres alliés étudieraient la question et combieraient les moyens les mieux appropriés pour garantir la paix, en échappant aux difficultés.

Art. 6. Le Brésil et la république Argentine retireraient les forces de leurs armées, qui séjourneraient encore sur le territoire paraguayen, trois mois après la célébration des traités définitifs de paix entre les alliés et le Paraguay, ou avant cette époque, si le Brésil et la république Argentine le déterminaient d'un commun accord.

Si la conclusion des dits traités se trouvait retardée de plus de six mois à compter de la date de cet arrangement, le Brésil et la république Argentine auraient à se concerter pour fixer pour le retrait des troupes un délai convenable.

Il demeure sous-entendu que le Brésil évacuera en même temps l'île d'Atajó.

Art. 7. Le gouvernement du Paraguay reconnaîtra comme dette de ladite république, conformément aux termes de l'art. 14 du traité d'alliance:

1<sup>re</sup>. Le montant des frais de la guerre et des dommages causés aux propriétés publiques des nations alliées;

2<sup>de</sup>. Les dommages et les préjudices causés aux personnes et citoyens des Etats respectifs.

On observera que cette indemnité des dispositions des art. 5 et 6 de l'accord de Buenos-Ayres insérées dans le protocole n° 3, et comprises au traité de paix du Brésil avec le Paraguay dans les articles portant les mêmes numéros.

Art. 8. Les alliés observeront, concernant les indemnités qui leur sont dues pour les dépenses de la guerre et les dommages causés aux propriétés publiques, les règles suivantes:

Premièrement. — Des frais de la guerre seront déduites les dépenses ordinaires de l'entretien en temps de paix.

Deuxièmement. — Le quantum net des indemnités de cet article sera fixé en présence des documents officiels qui témoignent de son exactitude.

Troisièmement. — Une convention spéciale, après avoir préalablement donné aux autres alliés, sera passée par chacun d'eux avec le Paraguay, dans un délai de deux ans au plus tard à partir de la signature du traité de paix, et réduira le montant de l'indemnité que mentionne l'article qui précède à une somme moindre, dont la fixation appartiendra au général arbitrage de chacun d'eux.

Quatrièmement. — Il ne sera point exigé de la république du Paraguay d'intérêts pour cette dette pendant les premières 10 années, si cette république applique effectivement à son aménagement une quote-part en rapport avec ses ressources.

Après cette période, l'intérêt annuel sera de 2 0/0 pour 10 nouvelles années, de 4 0/0 pour les 10 années suivantes et finalement de 6 0/0.

Il est laissé au libre arbitre de chacun des alliés de faire en tout temps des concessions plus grandes encore.

Cinquièmement. — Le montant de toutes les rentes ou ressources appliquées à l'amortissement du capital et des intérêts sera proportionnellement partagé entre tous les alliés.

Sixièmement. — En ce qui concerne la nature des titres de crédit, l'époque et l'espèce de paiement, on observera également une égalité parfaite.

Art. 9. Dès que les arrangements définitifs des autres alliés seront terminés, l'engagement de la garantie collective de tous en faveur de l'indépendance et de l'intégrité de la république du Paraguay demeurera en pleine vigueur, conformément aux termes des articles 8 et 9

du traité d'alliance du 1<sup>er</sup> mai 1864, et des articles 15 et 16 de la convention de Buenos-Ayres comprises dans le protocole du 30 décembre 1870.

Art. 10. Le traité préliminaire de paix du 20 juin 1870 reste en complète vigueur.

Quant aux autres arrangements, qui dépendaient d'un accord commun entre les alliés, ils seront traités de créances au pape. Ce traité sera précédé d'un questionnaire, dont l'un aura trait à une question de tenue officielle. Notre nouvel envoyé n'aurait pas encore son uniforme, attendu de Paris, et ne voudrait pas passer outre, bien que Pie IX lui ait dit:

« Puisque vous êtes ambassadeur d'une république, venez avec une simplicité tout républicaine, et vous n'en serez pas moins reçu. » L'autre raison aurait un caractère plus sérieux; elle aurait trait aux officiers de l'Oratorio. M. de Corcelles aurait mis pour condition à son acceptation, la visite de l'état-major de ce bâtiment au saint-père, et il s'agirait de savoir si le commandant Briot et ses nouveaux lieutenants se joindraient au cortège officiel de l'ambassadeur, ou bien s'ils seraient présentés à part au Vatican. Nous ignorons ce qu'il peut y avoir de fondé dans les informations du correspondant de l'agence, et jusqu'à nouvel ordre nous n'avons pas à les discuter. Nous ferons seulement observer que cet incident de l'Oratorio paraissait terminé par la transaction que l'on sait, c'est-à-dire par l'abstention, et qu'il serait fâcheux qu'il revint sur le tapis.

ITALIE.

On lit dans le Temps:

« L'Agence Havas a reçu une correspondance de Rome arrivée qu'à la date du 25 janvier M. de Corcelles n'avait pas encore présenté ses lettres de créance au pape. Ce retard proviendrait de deux motifs, dont l'un aurait trait à une question de tenue officielle. Notre nouvel envoyé n'aurait pas encore son uniforme, attendu de Paris, et ne voudrait pas passer outre, bien que Pie IX lui ait dit:

« Puisque vous êtes ambassadeur d'une république, venez avec une simplicité tout républicaine, et vous n'en serez pas moins reçu. » L'autre raison aurait un caractère plus sérieux; elle aurait trait aux officiers de l'Oratorio. M. de Corcelles aurait mis pour condition à son acceptation, la visite de l'état-major de ce bâtiment au saint-père, et il s'agirait de savoir si le commandant Briot et ses nouveaux lieutenants se joindraient au cortège officiel de l'ambassadeur, ou bien s'ils seraient présentés à part au Vatican. Nous ignorons ce qu'il peut y avoir de fondé dans les informations du correspondant de l'agence, et jusqu'à nouvel ordre nous n'avons pas à les discuter. Nous ferons seulement observer que cet incident de l'Oratorio paraissait terminé par la transaction que l'on sait, c'est-à-dire par l'abstention, et qu'il serait fâcheux qu'il revint sur le tapis.

ALLEMAGNE.

La *Provinciale* Correspondenz consacre un grand article à des commentaires sur les récents discours du prince de Bismarck. « Les explications du chancelier de l'empire, dit la feuille semi-officielle, ont d'un côté l'importance d'une conclusion définitive des derniers événements dans les sphères gouvernementales prussiennes, et d'un autre développement des institutions supérieures de l'empire et pour de nouvelles formations d'une grande portée. »

« Le prince de Bismarck, dit plus loin la *Provinciale* Correspondenz, n'a exposé pour le moment ses idées que dans leurs traits essentiels, un degré nécessaire pour motiver ses récentes décisions, mais il les a formulées en même temps avec une clarté et une précision qui les fait considérer infailliblement comme le point de départ de nouvelles mesures et de nouvelles institutions dans l'administration de l'empire. »

« Au point de vue, le changement de personnes qui a eu lieu dans les fonctions de président du ministère prussien exercera probablement une influence considérable sur le développement des affaires de l'empire. »

FRANCE.

On lit dans la Patrie:

« On a annoncé que le service funèbre qui devait avoir lieu dans la cathédrale de Saint-Denis, pour le repos de l'âme de Napoléon III, avait été contremandé, ce qui indiquerait que ceux qui l'avaient commandé auraient changé d'avis.

« Ce service n'a pas été contremandé, mais interdit par le gouvernement. »

D'après la *Correspondance universelle* la raison de l'interdiction est dans ce fait: « que les services de cette nature célébrés à Saint-Denis ont été de tout temps réservés aux souverains. »

« M. Fornerod, ancien président de la Confédération suisse et actuellement gouverneur du Crédit foncier suisse adresse au Temps la lettre suivante:

« Monsieur,

« Plusieurs journaux ont annoncé que j'avais quitté la France parce que j'aurais été impliqué dans les poursuites dirigées contre diverses sociétés financières.

« J'ai déjà démenti ce bruit dans les journaux de Genève, où j'étais appelé par des affaires urgentes et par la nécessité de présider une assemblée.

« Rentré à Paris, mon premier devoir est de protester contre les étranges rumeurs qui ont couru.

« J'espère, monsieur, que vous voudrez bien accueillir ma réclamation, dans l'intérêt de la vérité on même temps que dans celui de la Société à la tête de laquelle je suis placé.

« Veuillez agréer, etc.

« Le gouverneur du Crédit foncier suisse.

« C. FORNEROD.

— L'Union libérale de Tours raconte qu'une réunion publique des ouvriers charpentiers de Tours, au nombre de 60, a eu lieu le 26. Le commissaire central, délégué par le préfet, y assistait.

Le but des ouvriers était de chercher à s'entendre pour demander aux patrons une augmentation de salaire, en raison de la cherté toujours croissante des vivres et des loyers.

Il a été décidé que la demande d'augmentation, signée par 12 délégués, serait de 10 centimes par heure de travail, à partir du 15 avril prochain.

En fixant cette époque assez éloignée, les ouvriers ont entendu donner à leurs patrons le temps de terminer les travaux commencés, tout

en les avertissant qu'ils devront à l'avenir faire leurs entreprises et traiter sur de nouvelles bases, s'ils le jugent nécessaire.

Le plus grand ordre a régné dans la réunion.

GRANDE-BRETAGNE.

Le steamer espagnol *Pelayo* est entré dans le port du Havre, le 27 janvier. Ce steamer est parti le 26 de Londres. La compagnie des vapeurs espagnols dément le bruit qu'il aurait abordé le Northfleet.

ITALIE.

On lit dans le Temps:

« L'Agence Havas a reçu une correspondance de Rome arrivée qu'à la date du 25 janvier M. de Corcelles n'avait pas encore présenté ses lettres de créance au pape. Ce retard proviendrait de deux motifs, dont l'un aurait trait à une question de tenue officielle. Notre nouvel envoyé n'aurait pas encore son uniforme, attendu de Paris, et ne voudrait pas passer outre, bien que Pie IX lui ait dit:

« Puisque vous êtes ambassadeur d'une république, venez avec une simplicité tout républicaine, et vous n'en serez pas moins reçu. » L'autre raison aurait un caractère plus sérieux; elle aurait trait aux officiers de l'Oratorio. M. de Corcelles aurait mis pour condition à son acceptation, la visite de l'état-major de ce bâtiment au saint-père, et il s'agirait de savoir si le commandant Briot et ses nouveaux lieutenants se joindraient au cortège officiel de l'ambassadeur, ou bien s'ils seraient présentés à part au Vatican. Nous ignorons ce qu'il peut y avoir de fondé dans les informations du correspondant de l'agence, et jusqu'à nouvel ordre nous n'avons pas à les discuter. Nous ferons seulement observer que cet incident de l'Oratorio paraissait terminé par la transaction que l'on sait, c'est-à-dire par l'abstention, et qu'il serait fâcheux qu'il revint sur le tapis.

ITALIE.

On lit dans le Temps:

« L'Agence Havas a reçu une correspondance de Rome arrivée qu'à la date du 25 janvier M. de Corcelles n'avait pas encore présenté ses lettres de créance au pape. Ce retard proviendrait de deux motifs, dont l'un aurait trait à une question de tenue officielle. Notre nouvel envoyé n'aurait pas encore son uniforme, attendu de Paris, et ne voudrait pas passer outre, bien que Pie IX lui ait dit:

« Puisque vous êtes ambassadeur d'une république, venez avec une simplicité tout républicaine, et vous n'en serez pas moins reçu. » L'autre raison aurait un caractère plus sérieux; elle aurait trait aux officiers de l'Oratorio. M. de Corcelles aurait mis pour condition à son acceptation, la visite de l'état-major de ce bâtiment au saint-père, et il s'agirait de savoir si le commandant Briot et ses nouveaux lieutenants se joindraient au cortège officiel de l'ambassadeur, ou bien s'ils seraient présentés à part au Vatican. Nous ignorons ce qu'il peut y avoir de fondé dans les informations du correspondant de l'agence, et jusqu'à nouvel ordre nous n'avons pas à les discuter. Nous ferons seulement observer que cet incident de l'Oratorio paraissait terminé par la transaction que l'on sait, c'est-à-dire par l'abstention, et qu'il serait fâcheux qu'il revint sur le tapis.

ITALIE.

On lit dans le Temps:

« L'Agence Havas a reçu une correspondance de Rome arrivée qu'à la date du 25 janvier M. de Corcelles n'avait pas encore présenté ses lettres de créance au pape. Ce retard proviendrait de deux motifs, dont l'un aurait trait à une question de tenue officielle. Notre nouvel envoyé n'aurait pas encore son uniforme, attendu de Paris, et ne voudrait pas passer outre, bien que Pie IX lui ait dit:

« Puisque vous êtes ambassadeur d'une république, venez avec une simplicité tout républicaine, et vous n'en serez pas moins reçu. » L'autre raison aurait un caractère plus sérieux; elle aurait trait aux officiers de l'Oratorio. M. de Corcelles aurait mis pour condition à son acceptation, la visite de l'état-major de ce bâtiment au saint-père, et il s'agirait de savoir si le commandant Briot et ses nouveaux lieutenants se joindraient au cortège officiel de l'ambassadeur, ou bien s'ils seraient présentés à part au Vatican. Nous ignorons ce qu'il peut y avoir de fondé dans les informations du correspondant de l'agence, et jusqu'à nouvel ordre nous n'avons pas à les discuter. Nous ferons seulement observer que cet incident de l'Oratorio paraissait terminé par la transaction que l'on sait, c'est-à-dire par l'abstention, et qu'il serait fâcheux qu'il revint sur le tapis.

ITALIE.

On lit dans le Temps:

« L'Agence Havas a reçu une correspondance de Rome arrivée qu'à la date du 25 janvier M. de Corcelles n'avait pas encore présenté ses lettres de créance au pape. Ce retard proviendrait de deux motifs, dont l'un aurait trait à une question de tenue officielle. Notre nouvel envoyé n'aurait pas encore son uniforme, attendu de Paris, et ne voudrait pas passer outre, bien que Pie IX lui ait dit:

« Puisque vous êtes ambassadeur d'une république, venez avec une simplicité tout républicaine, et vous n'en serez pas moins reçu. » L'autre raison aurait un caractère plus sérieux; elle aurait trait aux officiers de l'Oratorio. M. de Corcelles aurait mis pour condition à son acceptation, la visite de l'état-major de ce bâtiment au saint-père, et il s'agirait de savoir si le commandant Briot et ses nouveaux lieutenants se joindraient au cortège officiel de l'ambassadeur, ou bien s'ils seraient présentés à part au Vatican. Nous ignorons ce qu'il peut y avoir de fondé dans les informations du correspondant de l'agence, et jusqu'à nouvel ordre nous n'avons pas à les discuter. Nous ferons seulement observer que cet incident de l'Oratorio paraissait terminé par la transaction que l'on sait, c'est-à-dire par l'abstention, et qu'il serait fâcheux qu'il revint sur le tapis.

ITALIE.

On lit dans le Temps:

« L'Agence Havas a reçu une correspondance de Rome arrivée qu'à la date du 25 janvier M. de Corcelles n'avait pas encore présenté ses lettres de créance au pape. Ce retard proviendrait de deux motifs, dont l'un aurait trait à une question de tenue officielle. Notre nouvel envoyé n'aurait pas encore son uniforme, attendu de Paris, et ne voudrait pas passer outre, bien que Pie IX lui ait dit:

« Puisque vous êtes ambassadeur d'une république, venez avec une simplicité tout républicaine, et vous n'en serez pas moins reçu. » L'autre raison aurait un caractère plus sérieux; elle aurait trait aux officiers de l'Oratorio. M. de Corcelles aurait mis pour condition à son acceptation, la visite de l'état-major de ce bâtiment au saint-père, et il s'agirait de savoir si le commandant Briot et ses nouveaux lieutenants se joindraient au cortège officiel de l'ambassadeur, ou bien s'ils seraient présentés à part au Vatican. Nous ignorons ce qu'il peut y avoir de fondé dans les informations du correspondant de l'agence, et jusqu'à nouvel ordre nous n'avons pas à les discuter. Nous ferons seulement observer que cet incident de l'Oratorio paraissait terminé par la transaction que l'on sait, c'est-à-dire par l'abstention, et qu'il serait fâcheux qu'il revint sur le tapis.

ITALIE.

On lit dans le Temps:

« L'Agence Havas a reçu une correspondance de Rome arrivée qu'à la date du 25 janvier M. de Corcelles n'avait pas encore présenté ses lettres de créance au pape. Ce retard proviendrait de deux motifs, dont l'un aurait trait à une question de tenue officielle. Notre nouvel envoyé n'aurait pas encore son uniforme, attendu de Paris, et ne voudrait pas passer outre, bien que Pie IX lui ait dit:

« Puisque vous êtes ambassadeur d'une république, venez avec une simplicité tout républicaine, et vous n'en serez pas moins reçu. » L'autre raison aurait un caractère plus sérieux; elle aurait trait aux officiers de l'Oratorio. M. de Corcelles aurait mis pour condition à son acceptation, la visite de l'état-major de ce bâtiment au saint-père, et il s'agirait de savoir si le commandant Briot et ses nouveaux lieutenants se joindraient au cortège officiel de l'ambassadeur, ou bien s'ils seraient présentés à part au Vatican. Nous ignorons ce qu'il peut y avoir de fondé dans les informations du correspondant de l'agence, et jusqu'à nouvel ordre nous n'avons pas à les discuter. Nous ferons seulement observer que cet incident de l'Oratorio paraissait terminé par la transaction que l'on sait, c'est-à-dire par l'abstention, et qu'il serait fâcheux qu'il revint sur le tapis.

ITALIE.

On lit dans le Temps:

« L'Agence Havas a reçu une correspondance de Rome arrivée qu'à la date du 25 janvier M. de Corcelles n'avait pas encore présenté ses lettres de créance au pape. Ce retard proviendrait de deux motifs, dont l'un aurait trait à une question de tenue officielle. Notre nouvel envoyé n'aurait pas encore son uniforme, attendu de Paris, et ne voudrait pas passer outre, bien que Pie IX lui ait dit:

« Puisque vous êtes ambassadeur d'une république, venez avec une simplicité tout républicaine, et vous n'en serez pas moins reçu. » L'autre raison aurait un caractère plus sérieux; elle aurait trait aux officiers de l'Oratorio. M. de Corcelles aurait mis pour condition à son acceptation, la visite de l'état-major de ce bâtiment au saint-père, et il s'agirait de savoir si le commandant Briot et ses nouveaux lieutenants se joindraient au cortège officiel de l'ambassadeur, ou bien s'ils seraient présentés à part au Vatican. Nous ignorons ce qu'il peut y avoir de fondé dans les informations du correspondant de l'agence, et jusqu'à nouvel ordre nous n'avons pas à les discuter. Nous ferons seulement observer que cet incident de l'Oratorio paraissait terminé par la transaction que l'on sait, c'est-à-dire par l'abstention, et qu'il serait fâcheux qu'il revint sur le tapis.

ITALIE.

On lit dans le Temps:

« L'Agence Havas a reçu une correspondance de Rome arrivée qu'à la date du 25 janvier M. de Corcelles n'avait pas encore présenté ses lettres de créance au pape. Ce retard proviendrait de deux motifs, dont l'un aurait trait à une question de tenue officielle. Notre nouvel envoyé n'aurait pas encore son uniforme, attendu de Paris, et ne voudrait pas passer outre, bien que Pie IX lui ait dit:

« Puisque vous êtes ambassadeur d'une république, venez avec une simplicité tout républicaine, et vous n'en serez pas moins reçu. » L'autre raison aurait un caractère plus sérieux; elle aurait trait aux officiers de l'Oratorio. M. de Corcelles aurait mis pour condition à son acceptation, la visite de l'état-major de ce bâtiment au saint-père, et il s'agirait de savoir si le commandant Briot et ses nouveaux lieutenants se joindraient au cortège officiel de l'ambassadeur, ou bien s'ils seraient présentés à part au Vatican. Nous ignorons ce qu'il peut y avoir de fondé dans les informations du correspondant de l'agence, et jusqu'à nouvel ordre nous n'avons pas à les discuter. Nous ferons seulement observer que cet incident de l'Oratorio paraissait terminé par la transaction que l'on sait, c'est-à-dire par l'abstention, et qu'il serait fâcheux qu'il revint sur le tapis.

l'argent en escompte est enfin beaucoup plus facile, et les premières signatures ne paient que 7 et 7 1/4 0/0. En Lombard on continue néanmoins à faire 8 et 8 1/2 0/0.

MARCHE DES CÉRÉALES, ETC.

Froment. A livrer en mai on offre de 13 r. 54 à 13 r. 85 c. pour saxon et on demande de 14 1/2 à 15 r. c. à livrer en juillet de 12 r. 50 c. à 12 r. 85 c. acheteurs pour froment de Sibirie et de 13 1/4 à 13 1/2 r. vendeurs.

Seigle. Livrable en mai de 7 r. 40 c. à 7 r. 50 c. vendeurs et 7 r. 20 c. acheteurs; pour livraison au mois de juin on demande 7 r. 25 c. à 7 r. 30 c. et on donne 7 r.

Avoine du poids de 6 pouds. On a acheté 10,000 tch. à 3 r. 80 c. à livrer à Reval en février et mars et 5,000 tch. de Starala-Roussa à 3 r. 90 c. pour livraison en mai avec 2 r. d'arrhes. Les vendeurs demandent, pour le terme de mai, de 4 r. 10 c. à 4 r. 20 c. et les acheteurs offrent 3 r. 90 c. Pour juin les prix sont dix copecks plus bas.

Graine de lin. Le marché est tout à fait sans affaires et les prix sans changement.

Farine de seigle. Pour livraison en mai, de 7 r. 40 c. à 7 r. 50 c. vendeurs, en deux sacs.

Suif. Disponible sans changement; livrable au mois d'août on demande 49 1/2 r., on offre de 48 r. à 48 1/4 r., pour suif ordinaire et 49 r. pour suif de Sibirie, avec arrhes.

Potasse de Kazan. A livrer depuis le 1<sup>er</sup> mai jusqu'au 10 octobre on a vendu 600 barr. à 31 r. avec 3 r. d'arrhes et on offre ce prix, mais les vendeurs font défaut.

Chanvre. Pour juin, on demande 36 r. avec 15 r. d'arrhes et on donne 35 r. avec 10 r. d'arrhes. Le marché est très calme.

Fil de chanvre de Rjev 1<sup>re</sup> qualité. A 37 1/2 roubles vendeurs; on offre 35 1/2 r.

Lin. On offre pour celui de Rjev 39 r. et on demande 41 r.

Etoffe de lin. On a acheté 300 tonnes de Bejstsk disponible à 36 1/2 r. et 100 tonnes à 37 r.

Espir 40<sup>e</sup>. Les débiteurs ont vendu entre eux 50,000 vedros à 67 1/2 c. à livrer de janvier à mai. Le stock au 15 janvier était de 11,317,500.

Huile de chenevis. Au comptant de 4 r. 35 c. à 4 r. 40 c. à livrer en juin et juillet on demande 4 r. 80 c. et on offre 4 r. 70 c.

Huile de tournesol. On demande pour marchandise sur place, Saratow bonne qualité, 6 r. comptant et 6 1/2 r. à crédit.

Colle de poisson. Les vendeurs demandent de 175 r. à 176 r. pour colle d'esturgeon première qualité, mais à ces prix le marché est sans acheteurs.

Sucre de betterave. Le marché est ferme au comptant de 6 r. 10 c. à 6 1/4 r. vendeurs.

Coton. Disponible Orléans offert de 12 1/2 r. à 12 3/4 r., Américain 12 r. à 12 1/4 r. et Pernam 11 3/4 r. à 12 r.

Pétrole. On achète marchandise sur place de 3 r. 35 c. à 3 r. 40 c.

Faits divers.

Un procès curieux vient de s'engager devant la première chambre civile de Marseille. Un médecin poursuit un restaurateur de la rue Barthélemy afin de se faire payer des honoraires dans des conditions assez drôlatiques.

La femme du restaurateur était atteinte d'un abcès à la jambe, son état était désespéré, le médecin lui prescrivit un cataplasme de farine de lin. Le mari court chez l'épicier; dans son trouble, il demande de la montarde. Quelques jours après, la malade était complètement guérie.

Le restaurateur prétend que c'est l'épicier qui a sauvé la vie de sa femme; le médecin soutient le contraire.

Spectacles.

Du 20 janvier.

GRAND THÉÂTRE. — Opéra italien. 3<sup>e</sup> abon. 15<sup>e</sup> repr. — 1<sup>er</sup> Puritani, opéra en 3 actes (dernière représentation de M<sup>lle</sup> Volpini et M. Marini avant leur départ). — (8 h.)

THÉÂTRE ALEXANDRA. — Abonnements-Vorstellung. — 1<sup>re</sup> Ann. Schauspiel in 5 Akten. — 1<sup>er</sup> Act. Characterbild mit Gesang in 1 Akt. — (7 Uhr.)

THÉÂTRE MICHEL. — Abonnement suspendu. — Le Drame de la rue de la Paix, drame en 5 actes; Une Tête de carton, com.-vaud. en 1 acte; les Filles de Barazin, com. en 1 acte. — (7 h.)

THÉÂTRE BOUFFE. — « La Périole » et « Le Mari à la porte ». — (7 1/2 h.)

THÉÂTRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe.

ÉTAT GÉNÉRAL DE L'ATMOSPHÈRE.

Sur la moitié boréale de la Russie le baromètre est aujourd'hui de 12 à 23 millimètres au-dessus de la hauteur normale; le maximum de la pression se trouve en Finlande. Sous l'influence du courant de Nord-Est, qui règne sur tout l'empire, la température a baissé en général de quelques degrés; la région de ce faible courant s'étend jusqu'aux côtes de la mer Noire et à l'Allemagne.

#### RÉPERTOIRE DE LA SEMAINE

Du 22 au 29 janvier 1873.

GRAND THÉÂTRE. — Lundi 22. — Mignon, opéra (M<sup>lle</sup> Nilsson et Duval). — 1<sup>er</sup> abon. 17<sup>e</sup> repr. — Mardi 23. — Don Quichotte, ballet. — Mercredi 24. — Romeo, opéra (M<sup>lle</sup> Patti). — 2<sup>e</sup> abon. 16<sup>e</sup> repr. — Jeudi 25. — Traviata, op. (M<sup>lle</sup> Nilsson). — 3<sup>e</sup> abon. 16<sup>e</sup> repr. — Vendredi 26. — Romeo, op. (M<sup>lle</sup> Patti). — 3<sup>e</sup> abon. 16<sup>e</sup> repr. — Samedi 27. — Fenella, opéra (M<sup>lle</sup> Duval et Vergine). — 4<sup>e</sup> abon. 16<sup>e</sup> repr. — Dimanche 28. — Camargo, ballet.

THÉÂTRE MARIE. — Lundi 22. — Beneficio. — 1<sup>re</sup> Ann. Petrova. — 1<sup>re</sup> Ann. Petrova. — 1<sup>re</sup> Ann. Petrova. — 1<sup>re</sup> Ann. Petro



## UN PRÉCEPTEUR DIPLOMÉ

pour les langues et littératures allemande et anglaise, parlant le français, désire se placer comme instituteur ou gouverneur dans un établissement privé ou dans une bonne famille, à St-Petersbourg ou à l'étranger. S'adresser rue Gorkhovaia, maison n° 31, logement n° 49.

## UN ÉTRANGER

bien recommandé, connaît le français, l'allemand et l'anglais et pouvant enseigner la musique et le chant, désire se placer avec sa femme à St-Petersbourg ou à l'étranger. S'adresser rue Gorkhovaia, maison n° 31, logement n° 49.

UNE ALLEMANDE voudrait avoir une place dans une bonne famille comme gouvernante. S'adresser chez M<sup>me</sup> Schaffer, Vieux-Petersbourg, pers. Kronoversky, n° 7, log. 6. 155

## EAU DE MÉLISSE DES CARMES

Boyer, Rue Taranne, 11, Paris, seul successeur.

Se trouve à St-Petersbourg, chez Farge, perspective Nevsky, n° 3. — A Moscou, chez Lemercier, pont des Marchaux; chez Siou et dans les principaux magasins de la Russie. O. P. 28

UN MAÎTRE français donne des leçons chez soi et à domicile. S'adresser rue Nikolaevskaia, maison n° 4, log. n° 6. 150

## A LOUER

une maison à St-Petersbourg, n° 5, depuis le 1<sup>er</sup> avril jusqu'au 1<sup>er</sup> août 1874, pour le prix de 4000 roubles, un grand appartement au bel étage, composé de douze chambres, avec cuisine, écurie et remise. Si on le désire, l'appartement peut être loué meublé. S'ad. au portier de 2 à 4 heures. 154

## RECOMMANDE

aux imprimeries et établissements lithographiques.

Matière à fabriquer les rouleaux

excellente et avantageusement connue pour sa grande élasticité, et parce qu'elle peut être refondue très-souvent à peu de frais. Karl Lieber

172 Charlottenbourg, près de Berlin.

## SOIERIES LYONNAISES.

Le soussigné, représentant de plusieurs fabriques lyonnaises de premier ordre, dont il tient constamment un dépôt des mieux assortis, a l'honneur de prévenir que toutes les commandes confiées à ses soins seront effectuées dans le plus bref délai et sur échantillons.

Alfred Heintzelmann

171 R. M. Munich (Bavière).

## FLEUR MOUSSEUSE DE COGNAC

BREVETÉ EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER. Dépôt unique: 6, rue de Lafayette, près le Boulevard. Rien n'égale le délicieux arôme de ce produit, qui joint à la délicatesse de la fine Champagne de Cognac, dont il est extrait, la pétillante effervescence du meilleur vin de Champagne. Ce produit ne peut que gagner à être frappé et doit toujours se boire dans des flûtes ou demi-flûtes. — Se trouve à St-Petersbourg chez les frères Elisevitch. O. P. 29

OUVERTURE DE LA SAISON: 1<sup>er</sup> mai.

## EAUX DE NEUENAUH

Station de Remagen. situées dans la vallée pittoresque de l'Ahr, entre Cologne et Coblence. — Thermes alcaliques, 20 à 40 degrés Celsius, riches en acide carbonique, éminemment efficaces contre le diabète et toutes les maladies chroniques des organes de la digestion et de la respiration, ainsi que contre les rhumatismes et les maladies des femmes. La maison de cure est jointe aux bains. — Des renseignements détaillés sont donnés par la direction. R. M. 173

## A. ТИДЕМАННЪ

## ВЪ БЕРЛИНЪ

БРЮДЕРШТРАССЕ, № 41 и 42.

## ТРАНЗИТНЫЙ СКЛАДЪ

АНГЛИЙСКИХЪ ИЗДѢЛИЙ

ШАЛИ, ОДѢЛА, ГАЛСТУКИ.

НОВОСТИ.

H. V. 92

## COMPAGNIE DE ST-PETERSBOURG

D'ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE ET DE RENTES ET CAPITAUX.

Capital de fondation versé 2,400,000 r.

(Outre réserves.)

Cette Compagnie, fondée en 1858, conclut aux conditions les plus avantageuses et à des primes fixes et modérées:

1<sup>o</sup> Les assurances contre l'incendie de meubles et d'immeubles de toute espèce;  
2<sup>o</sup> Les assurances de toutes catégories de rentes et capitaux sur la vie, notamment pour assurer l'avenir des familles, la tranquillité de la vieillesse, pour la dotation des enfants, les pensions aux veuves et les rentes viagères. Les maladies épidémiques, telles que choléra, typhus, petite vérole, etc., ainsi que la mort subite, ne libèrent pas la Compagnie de l'obligation de payer les sommes assurées chez elle.

Les statuts, tarifs des primes et formules de déclaration sont délivrés gratuitement au bureau de la Compagnie, Grande-Morskaia, n° 32 (près de la rue aux Poix), tous les jours de 10 h. à 3 h., les dimanches et jours fériés exceptés, et dans les villes de gouvernement et de district chez les agents de la Compagnie. On y donne également tous les renseignements désirables. 33

## LEÇONS PARTICULIÈRES D'ANGLAIS

Grafton House, Richmond Hill, London.

Le directeur offre une maison distinguée et confortable aux messieurs qui veulent visiter l'Angleterre. Les meilleures références sont données et des prospectus sont envoyés. H. V. 30

## EAU ET POUDRE DES CORDILIÈRES

## DENTIFRICES INDIENS.

L'eau dentifrice et la poudre des Cordilières guérissent les maux de dents avec la rapidité de la pensée. Toutes les affections dentaires et la carie disparaissent par l'usage quotidien de ce dentifrice. Fabrique et dépôt général à Paris, 61, rue Hauteville; à St-Petersbourg, Moscou, Odessa, Constantinople, chez les principaux parfumeurs et coiffeurs. 77

## FABRIQUE

privilegiée américaine de biscuits à la vapeur de

HENRI D. MOORE ET C<sup>ie</sup>

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de l'honorable public que nous envoyons tous les jours, pour être mis en vente dans nos magasins:

1<sup>o</sup> Place de l'Amiral, n° 8;

2<sup>o</sup> Grande Sadovaya, en face le jardin Yousoupow, n° 47, magasin n° 13;

des biscuits frais des espèces suivantes: de la ville, de la capitale à la crème, pick-nack, à l'arrow-root, au gingembre, Albert Eugénie, fenopick-nack, pique-nique, variétés, aux amandes, dessert au citron, biscuit au citron, biscuit royal, biscuit des dames et autres pâtisseries pour le thé. Les biscuits ci-dessus nommés se vendent en boîtes et à la livre et ont sur les biscuits anglais l'avantage de se vendre frais, tandis que ceux-ci ont quelquefois de 2 à 4 mois de fabrication.

Nous recommandons aussi le fameux Cake de Gènes qui est fait avec les meilleurs fruits. Nous accordons au rabais considérable sur notre prix-courant à MM. les marchands de biscuits. 354



## CIRQUE HINNÉ

PLACE MICHEL.

Aujourd'hui samedi 20 janvier

aura lieu une

## GRANDE REPRÉSENTATION

GALA

de M<sup>me</sup> et M. Buislay, avec le concours des Espagnols MM. Alejandro et Aragon; M. Tabor montera un cheval de haute école.

On commencera à 7 heures 1/2.

Prix des places comme à l'ordinaire. 7

Demain dimanche 21 janvier, grande représentation avec le concours de MM. Alejandro et Aragon.

Le directeur Ch. Hinné.

## GRANDE SOCIÉTÉ

DES

## CHEMINS DE FER RUSSES.

A partir du 20 janvier année courante le prix du tarif pour le transport des carreaux de verre entre St-Petersbourg et la station de Ploussa du chemin de Varsovie est fixé à 1/14 cop. par poud et par verste.

A partir de la même date les matières ligneuses servant à fabriquer le papier seront transportées sur le chemin Nicolas au prix de 20 cop. par poud au lieu de 30 cop. pour tout le parcours du dit chemin.

Le prix du tarif pour le transport du ciment de Riga à Varsovie et à St-Petersbourg est fixé à 10 cop. par verste et par wagon de 500 pouds et à 12 cop. par verste et par wagon de 600 pouds.

## BANQUE DE FINLANDE.

Conformément au § 10 de l'ordonnance suprême du 11 mai 1859, le tirage annuel des obligations appartenant aux huit séries émises de l'emprunt pour le compte du ressort de l'état civil de Finlande, fait en vertu du décret impérial du 30 avril 1859, a eu lieu cette année, lors de la révision de la Banque; et, à ce tirage les obligations suivantes ont été désignées par le sort comme devant être remboursées, savoir:

Première série: n° 68, 96, 133, 170, 207, 237, 287, 324, 409, 520, 528, 585, 623, 632, 739, 752, 775, 841, 927 et 931.

Deuxième série: n° 9, 17, 74, 82, 126, 129, 159, 179, 245, 271, 307, 340, 384, 400, 425, 693, 709, 714, 852, et 946.

Troisième série: n° 102, 168, 211, 348, 359, 372, 392, 402, 453, 469, 494, 571, 617, 691, 707, 709, 820, 824, 833 et 971.

Quatrième série: n° 42, 65, 122, 318, 326, 357, 392, 450, 455, 508, 544, 652, 653, 745, 779, 800, 832, 871, 975 et 988.

Les obligations susmentionnées sorties au tirage devront être remboursées le 1<sup>er</sup> (13) novembre prochain, et à partir de cette date cessera le paiement du principal qui leur est affecté.

Le remboursement des obligations s'effectuera par la Banque de Finlande, à Helsingfors, ou par son comptoir à St-Petersbourg.

Lors de la présentation d'une obligation désignée pour être remboursée, le talon et les coupons non encore échus appartenant à cette obligation doivent être annexés dans le cas contraire, la valeur nominale de tous les coupons qui y manqueraient serait déduite du capital.

Parmi les obligations sorties aux tirages précédents, les obligations suivantes n'ont pas été présentées pour être remboursées, savoir:

Sortie au tirage de l'année 1870. Sixième série: n° 303.

Sortie au tirage de l'année 1871. Cinquième série: n° 605.

Sortie au tirage de l'année 1872. Cinquième série: n° 590 et 742.

Helsingfors, le 7 janvier 1873.

Le secrétaire de la Banque de Finlande, A. Wallén.

131

Le secrétaire de la Banque de Finlande, A. Wallén.

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131

131